

Second regard sur la foi et l'arène publique

Conférence du Chancelier, Regis College, le 23 novembre 2007

Il arrive que des choses changent. Les défenseurs de l'écologie applaudissent le pape Benoît parce qu'à l'invitation du Secrétaire général, il interviendra devant l'Assemblée générale de l'ONU sur l'enjeu moral des changements climatiques et leurs conséquences pour les pauvres. Le président de l'*American Economic Association*, George Akerlof, prône maintenant avec force la réhabilitation de l'économie keynésienne qui reconnaît à l'État un rôle crucial dans le développement économique. Voilà qui vient confirmer la thèse provocante de Naomi Klein dans le livre qu'elle vient de publier, *The Shock Doctrine – The Rise of Disaster Capitalism*.

Elle y décrit un puissant courant idéologique [qu'elle nomme « le capitalisme catastrophique »] pour qui des événements comme les guerres, les cataclysmes et autres éruptions destructrices offrent l'avantage de faire disparaître les économies traditionnelles, avec leurs supports culturels, et de laisser rapidement le champ libre un peu partout à un soi-disant « libre marché » au sein duquel les sociétés transnationales dominantes auront beau jeu de s'imposer. Cette idéologie se présente au monde en se drapant dans la toge intimidante de la science économique comme si les « libres marchés », pris en ce sens destructeur, étaient la conclusion incontournable d'une approche rationnelle de l'économie. En fait, ce capitalisme imposé sous la contrainte a favorisé les riches actionnaires, aggravé le sort des pauvres et miné du même coup la démocratie politique dans une grande partie du monde. Et par conséquent, alors qu'il y a une vingtaine d'années l'effondrement du communisme et la chute du mur de Berlin étaient célébrés comme la fin de l'histoire par l'historien Francis Fukuyama – le capitalisme néolibéral ayant prétendument remporté une victoire définitive – nous voyons aujourd'hui une politologue de Harvard, Alice Amsden, annoncer la fin de l'Empire américain.

Pour Philip Jenkins, grand spécialiste américain de la religion, lorsque les historiens de demain se pencheront sur le siècle qui est le nôtre, ils constateront probablement que la religion y aura été « la grande source d'inspiration et la grande force de destruction dans les affaires humaines, celle qui oriente les esprits vers la liberté ou la contrainte politique, vers différentes façons de concevoir la nation et, bien sûr, vers le conflit et la guerre ». Pendant ce temps, les sociétés transnationales continuent de prospérer et d'étendre leur pouvoir à l'échelle globale. Et on compte aujourd'hui quelque 4000 aumôniers d'entreprise dans les grandes sociétés américaines: il y aurait une corrélation positive entre leur présence et une hausse de la productivité!

Ce soir, je vais employer le mot « foi » pour évoquer Dieu ou le facteur transcendant qui recouvre tout ce qui va de l'expérience de Dieu à la religion institutionnelle. Et sans vouloir exclure d'autres expériences religieuses, je veux me concentrer sur le christianisme et plus immédiatement sur la foi catholique. De même, l'expression « l'arène publique » désigne globalement tout ce qui a trait à la vie publique.

Notre foi catholique s'est toujours incarnée dans le social. Elle prend au sérieux le monde matériel et le corps humain. L'histoire témoigne de son incarnation non seulement dans des églises mais aussi dans des écoles, des universités, des hôpitaux, des exploitations agricoles, des coopératives – et même, oui, au niveau de l'État :

dans tout ce qui a paru susceptible de favoriser la foi et le bien-être de ses membres, surtout des plus nécessiteux. Ce n'est qu'avec la Réforme, les Lumières et la perte des États pontificaux que l'Église se mit sur la défensive et se muta en « forteresse » coupée du monde. Mais pas pour longtemps. Dès 1891, avec l'enseignement social du pape Léon XIII dans *Rerum Novarum*, nous la voyons revenir dans le monde et lancer ses propres institutions confessionnelles : syndicats, coopératives, hôpitaux, écoles, etc. L'Église du Québec a été un bel exemple de cette Église incarnée chez les générations qui ont suivi *Rerum Novarum*. Pour mesurer la profondeur et la persistance de l'influence catholique au Québec à différents niveaux, il suffit de lire l'ouvrage de Michael Gauvreau, *The Catholic Origins of the Quiet Revolution*. Il relève que même ceux qui ont critiqué le rôle social joué par l'Église au Québec l'ont fait au nom d'une pensée catholique : ce ne sont pas d'abord les partisans de la laïcité qui ont déclenché la Révolution tranquille mais des leaders laïcs de l'Action catholique, par leur critique obstinée du comportement de l'Église à l'époque.

Avec tous ces efforts de l'Église pour construire une meilleure société humaine au cours des décennies qui ont suivi Léon XIII, ce qui étonne, c'est qu'on se soit à peine posé la question suivante : toutes ces bonnes œuvres temporelles ont-elles une valeur intrinsèque ou durable pour la construction du Royaume de Dieu, ou ne font-elles que valoir au fidèle des mérites individuels? À l'époque, on écrivait beaucoup plus sur le détachement du monde que sur l'engagement dans le monde. Et lorsque, dans les années qui ont précédé Vatican II, un penseur visionnaire comme Teilhard de Chardin commença à soulever le problème, il fut réduit au silence et il aurait été condamné et ses œuvres détruites, n'eût été l'initiative courageuse de quelques amis jésuites et laïcs.

Le monopole exercé par la théologie néoscolastique sur l'enseignement des séminaires et sur les manuels de théologie fut cassé par le Deuxième Concile du Vatican. Les 2500 Pères du Concile affirmèrent clairement que les croyantes et les croyants, par les efforts qu'ils font pour construire un monde plus humain, participent de fait à la mission du Christ. Leur travail pour la justice, la paix et une culture humaine équilibrée, loin d'être accessoire, fait partie intégrante de la croissance du Royaume de Dieu en ce monde. En fait, accepter que Dieu soit présent et à l'œuvre partout, c'est dire que l'univers entier est sacré. Avec *Gaudium et Spes*, l'Église dans le monde de ce temps, et plus encore avec le Synode des évêques de 1971 sur la justice dans le monde, l'Église s'est dite résolument engagée et active dans l'arène publique : elle a fait preuve de leadership au sein du mouvement pour les droits humains, elle a interprété la justice avant tout en termes de « systèmes et de structures injustes » pouvant constituer un « réseau de domination » qui appelle une action libératrice, et elle est allée jusqu'à promouvoir la démocratie quoique en s'appuyant, cette fois, sur des fondements théologiques plus solides.

Mais avant de nous demander comment les croyantes et les croyants devraient agir dans le monde d'aujourd'hui, scrutons quelques signes des temps particulièrement significatifs car nous nous trouvons assurément plongés au cœur d'un virage amorcé il y a 500 ans, qui transforme les paradigmes, les visions du monde, les modèles scientifiques, etc.

Premier signe : la mondialisation. À force de technologie, de placements financiers, de libres marchés et de services modernes de communication, notamment Internet, la mondialisation est en train de connecter le monde entier pour en faire « un immense marché ». C'est du moins le but que poursuivent les sociétés transnationales et plusieurs gouvernements d'États riches, comme le montrent les priorités de l'OMC. David Korten écrit dans *When Corporations Rule the World* : « la mondialisation économique consiste à faire migrer la richesse des collectivités et des gens qui travaillent vers les grandes sociétés et leurs actionnaires ». Ce processus brutal qui vise à créer des libres marchés coûte que coûte est à l'origine du fossé croissant qui sépare les riches des pauvres même dans les pays riches. Il n'est pas simplement antipathique aux pauvres : largement idéologique et déterministe, il détruit les cultures et les valeurs locales. L'hypothèse tacite, c'est que l'économie détermine la culture et les valeurs religieuses/culturelles, et que l'économie est la seule science dont nous ayons besoin : la vieille thèse marxiste refait surface sous des oripeaux capitalistes.

Deuxième signe : les énergies spirituelles et religieuses sont en hausse presque partout. En Occident, elles prennent souvent l'aspect de choix religieux personnels, en marge des institutions. Mais dans les régions du monde qui ont subi le côté impérialiste de l'Occident, les énergies spirituelles n'ont rien de flou. L'exemple qui saute aux yeux, c'est bien sûr le fondamentalisme musulman. Il traduit souvent une réaction au versant sinistre de la mondialisation mais il exprime aussi le rejet des comportements extrêmes que sont le sécularisme, le matérialisme et le consumérisme occidentaux. La visibilité plus agressive de l'Islam amène d'autres groupes religieux à s'affirmer dans l'arène publique : à preuve, le débat actuel en Ontario opposant écoles publiques et écoles confessionnelles. Samuel Huntington n'est pas croyant : c'est un politologue qui ne fait pas de concessions et qui n'a rien d'un ami de la religion. Curieusement, c'est lui qui affirme, dans *Clash of Civilizations*, que les économistes font fausse route et que, dans les prochaines décennies, ce seront les valeurs culturelles et religieuses qui façonneront le monde nouveau.

Troisième signe : partout, semble-t-il, on doute de soi et on vit dans la peur mais surtout à l'Ouest. Bien sûr, il y a l'angoisse politique et économique mais il y a aussi quelque chose de plus profond. Ce malaise, c'est peut-être la pensée critique née du mouvement environnemental qui l'exprime le mieux. On craint profondément d'être floué par le paradigme newtonien/cartésien qui sous-tend la science et le progrès, et cela non seulement en science mais même en technologie!

Quatrième signe : de nombreux scientifiques et de nombreux croyants découvrent que la structure ultime de la réalité – de l'humanité et de la société humaine – ne se trouve pas au niveau atomique (les entités ou les personnes individuelles) mais plutôt dans les relations, les connexions. Tout est relié à tout, conception qui cadre bien avec la plupart des religions et notamment avec la doctrine chrétienne de la Trinité.

À cet égard, nombre d'écologistes et quelques économistes voient maintenant dans l'économie un sous-système de l'environnement planétaire. Voilà un coup dur pour la macro-économie traditionnelle qui n'accepte pas que l'abondance de la nature ait des limites qu'il faut respecter et que la technologie n'arrivera pas à surmonter. Certains regardent la religion comme un acteur nécessaire dans le laborieux processus qui devra amener les gens ordinaires à accepter qu'on fixe des limites à

l'exploitation humaine de l'environnement: la religion pouvant intervenir avec autorité sur la scène publique pour dire ASSEZ.

Cinquième signe : l'influence des ONG, même si elle est plus ou moins bien définie, augmente de jour en jour partout dans le monde et commence à représenter un défi et un contrepoids pour les grandes sociétés et les gouvernements exploitateurs qui trouvent difficile de contrer la présence dans la rue de masses de citoyens résolus. Dans ce contexte, à l'occasion du 40^e anniversaire de Développement et Paix, je veux rendre hommage à son personnel pour sa persévérance et sa créativité dans le travail d'éducation et de développement en partenariat qu'il poursuit au Canada et dans plusieurs pays pauvres de notre monde.

Sixième signe : de jour en jour, de plus en plus de gens découvrent que le paradigme actuel du libre marché néoclassique nous mène à l'impasse parce qu'il est tout simplement trop dispendieux à appliquer sur le plan humain comme sur le plan écologique. Naomi Klein dirait qu'en élargissant brutalement le fossé entre riches et pauvres il nous pousse vers un monde d'enceintes fortifiées : propriétés clôturées, villages « protégés », villes et pays riches hérissés de barrières pour éloigner les pauvres. Nous en avons un avant-goût dans le traitement réservé aujourd'hui aux immigrants! La grande perdante dans tout cela, c'est la vraie démocratie qu'étouffe l'égoïsme de l'idéologie du libre marché.

Septième signe : à l'intérieur de l'Église, nos leaders prêchent le dialogue par-delà les différences. Le travail œcuménique pour la justice sociale a marqué des progrès mais il ralentit depuis quelque temps faute d'un leadership assez vigoureux. Le dialogue interreligieux, en dépit d'efforts considérables, reste surtout une affaire de mots et de spécialistes; et le dialogue à l'intérieur de l'Église paraît reculer surtout en ce qui concerne les laïcs, mais aussi pour les prêtres et même pour les évêques. Nous ne semblons pas avoir les outils et les tribunes nécessaires à un dialogue efficace au sein de l'Église, comme d'ailleurs avec le monde, à mesure que s'essouffle l'esprit de collégialité.

Enfin, monte dans certains milieux d'Église une révolte passionnée et nostalgique contre la théologie de Vatican II. Pour ce courant, l'Église qui se dit « société parfaite » l'emporte sur « l'Église peuple de Dieu ». La théologie soit prévaloir sur la théologie inductive. La doctrine et la discipline passent avant le rayonnement pastoral et le service du monde, de sorte que le rôle du laïc, dans l'Église mais surtout dans le monde, reste sans conséquence, en dépit de l'importance que lui a reconnue Vatican II.

Or, face à ces développements, que font les chrétiens croyants et en particulier les catholiques? Nous remarquons que la plupart des universitaires et des politiciens continuent de jouer la rectitude politique et de faire l'impasse sur la foi ou la religion dans leurs analyses sociales ou scientifiques – à commencer par les économistes progressistes cités un peu plus haut! Certains pourtant brisent le tabou. La chose a de quoi surprendre mais la Banque mondiale, qui n'a parlé de religion qu'une seule fois au cours de ses 50 premières années d'existence, est entrée en dialogue avec les grandes religions, ces dernières années, et vient de faire paraître deux ouvrages remarquables : *Mind, Heart and Soul in the Fight against Poverty* et *Development and Faith. Where Mind, Heart and Soul Work Together*. Ces deux livres font état de

recherches bien documentées sur l'apport des religions au développement économique dans les pays pauvres. Huntington, de son côté, affirme que dans la seconde moitié du vingtième siècle l'Église catholique a été l'agence internationale la plus efficace en matière de promotion des droits de la personne. Ces dernières années, nous avons vu le Secrétaire général de l'ONU inviter 2000 leaders religieux à venir parler avec lui de droits humains, d'écologie et de justice sociale. Et, comme je le disais en commençant, le nouveau Secrétaire général invite avec empressement le pape Benoît à intervenir devant l'Assemblée générale de l'ONU, au printemps, sur le problème moral du réchauffement climatique, de la crise environnementale et de leur impact sur les pauvres.

Comme catholiques, comment contribuer à cette quête d'un changement de paradigme capable de libérer l'horizon intellectuel de l'emprise du réductionnisme occidental? Le mandat que nous avons reçu d'être pleinement présents au monde, c'est *Gaudium et Spes* qui l'a formulé le plus clairement. « Les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des hommes de ce temps, des pauvres surtout et de tous ceux qui souffrent sont aussi les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des disciples du Christ, et il n'est rien de vraiment humain qui ne trouve écho dans leur cœur. »

Et l'appel à l'action le plus limpide qui nous ait été lancé remonte au Synode romain de 1971 sur la justice dans le monde : « Tout geste posé au nom de la justice et en vue de l'amélioration du monde nous apparaît de toute évidence comme un élément constitutif de notre rôle de prêcher l'Évangile ou, en d'autres mots, de la mission de l'Église de racheter la race humaine et de la libérer de toute situation oppressive. »

C'est portées par des encouragements enthousiastes sous les pontificats de Paul VI et de Jean-Paul II que les conférences épiscopales ont publié des dizaines de grands messages sociaux dans les années 1970-1990. Dans certains pays, les évêques sont passés de la parole aux actes, collégialement et publiquement, en matière de droits humains et de justice sociale. À travers une série de déclarations publiques, les évêques canadiens ont articulé une critique cohérente de l'idéologie dominante et des mécanismes économiques qui engendrent et entretiennent l'injustice subie par la majorité de l'humanité tout en empêchant les élites, au Canada et ailleurs, de voir comment partager les biens de ce monde d'une manière plus équitable. Les évêques ont reçu l'appui enthousiaste de nombreux groupes laïcs et notamment des congrégations religieuses féminines et masculines.

Mais comme le Vatican fait échec à l'autorité de la collégialité épiscopale et qu'il rejette l'idée que le principe de subsidiarité puisse s'appliquer à l'Église elle-même, la sagesse prophétique et l'action sociale se sont émoussées, ces dernières années, sur le plan local. Signe de mauvais augure, le récent *Compendium de la doctrine sociale de l'Église* ne comprend que des déclarations pontificales, à l'exclusion des textes des conférences épiscopales et des synodes romains. Il néglige l'enseignement limpide du Synode de 1971 qui a pourtant publié un message officiel sur la justice dans le monde, sous l'autorité de Paul VI et de tous les évêques présents.

Ce n'est pourtant pas la pertinence qui fait défaut à l'enseignement social catholique. Le groupe de spécialistes que John Coleman et moi avons réunis en septembre 2003 pour produire *Globalization and Catholic Social Teaching : Present Crisis, Future*

Hope en témoigne abondamment, même s'il y a des domaines où cet enseignement a besoin d'être mis à jour et renforcé, peut-être surtout en ce qui a trait à l'écologie, aux finances internationales, à la société civile et aux grandes sociétés mondiales. Notre problème, au fond, c'est que l'enseignement social de l'Église est trop rarement enseigné dans les séminaires, les paroisses et les universités; la plupart des laïcs catholiques, même chez les leaders, n'en ont qu'une vague idée; ou alors ils s'imaginent qu'il traite presque exclusivement de sexualité. Quant aux dirigeants politiques, ils s'inquiètent surtout de savoir si les évêques sont pour ou contre le projet de loi qu'ils parrainent ou qu'ils appuient.

Au Canada, à quelques remarquables exceptions près, nous nous retrouvons dans un cul-de-sac quand il s'agit d'intégrer notre enseignement social à la vie quotidienne des membres du peuple de Dieu. Bien peu de laïcs catholiques ont réellement le sentiment d'être « envoyés » construire le royaume de Dieu dans le monde à force de créativité et de travail socialement responsable. Malgré le discours maintes fois rabâché sur le devoir que nous avons de cultiver le dialogue à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Église, pour la plupart des catholiques il n'y a tout simplement pas de dialogue significatif. Et malheureusement, comme on l'a déjà dit, nous appartenons à une culture où la plupart des leaders du monde professionnel et politique estiment devoir taire leurs convictions et leurs croyances religieuses et se contenter comme beaucoup d'autres de la langue de bois de la rectitude politique.

Permettez-moi d'évoquer quelques souvenirs personnels pour éclairer les suggestions que je voudrais vous faire en vue d'attaquer le problème à la racine. J'étudiais l'histoire de la pensée économique à l'Université de Saint-Louis dans les années cinquante quand j'ai d'abord pris conscience du caractère fortement réductionniste de la théorie économique, tendance qui n'a fait que s'accroître dans les années soixante quand l'économie a embrassé les mathématiques sous l'influence de Milton Friedman et de l'École de Chicago, dans l'espoir – futile – de prouver qu'elle est une vraie science. J'étudiais à Louvain, en Belgique, quelques années plus tard quand j'ai découvert les écrits et les idées de Karl Rahner et de Teilhard de Chardin. Rahner m'a ouvert les yeux et le cœur au caractère universel de l'expérience consciente de Dieu, qui est à la portée de tous les êtres humains. Teilhard répondait d'un oui enthousiaste à la question brûlante que je me posais sur la valeur et la pertinence du travail et des créations humaines pour la construction du Royaume de Dieu parmi nous. Je me suis aussi lié d'amitié avec René Carpentier qui provoquait une véritable révolution en théologie morale en se concentrant sur l'amour plutôt que sur le péché, comme le faisaient les manuels du temps. En traduisant en anglais la richesse d'une pensée qu'on peut retrouver dans *The Primacy of Charity in Moral Theology* de Gerard Gilman, j'ai bientôt compris que la justice ne saurait être séparée de l'amour, et réciproquement, et que la pauvreté et les vrais pauvres sont au cœur de tout l'enseignement du Christ.

Au début des années soixante-dix, à Washington, j'étais présent lors du lancement par le Club de Rome du grand rapport intitulé *Halte à la croissance?* qui alertait le public à la dure réalité des limites de la nature et des ressources naturelles. Plus tard, j'ai rencontré une amie économiste, Gail Stewart, qui m'a convaincu que l'heure est venue pour les êtres humains de commencer à se servir de leur tête humaine pour penser, au lieu de penser la société humaine sur le modèle de la machine ou de l'usine. Un autre ami à moi, Willis Harman, m'a sensibilisé davantage au dilemme

des « mentalités » : le fait que généralement, inconsciemment, nous percevons et jugeons la réalité en fonction de préjugés, de visions du monde et d'idéologies bien arrêtés. C'est lui qui écrivait en 1990 : « Les mesures sociales élaborées avec le plus grand soin n'atteindront jamais leurs objectifs à moins de susciter non seulement des programmes et des structures conçus de manière logique mais aussi des changements sur le plan des croyances profondes, des valeurs, des attitudes et des modèles de comportement tant chez les individus qui forment la 'population problème' que chez les autres, les 'justes', qui ne se sentent pas concernés. »

Ces idées, comme celles qu'ont fait surgir les notions de « péché social », de « structures de péché » et d'« option préférentielle pour les pauvres », ont nourri en moi la conviction qu'il existe un outil privilégié pour aider les catholiques à ancrer l'enseignement social plus profondément dans leur vie: le discernement social fondé sur les Exercices spirituels de saint Ignace et sur l'approfondissement du sens à donner à la « lecture des signes des temps ». J'ai été fasciné de constater l'enthousiasme avec lequel, dans *Octogesima Adveniens* en 1971, Paul VI reconnaissait dans cette démarche le dynamisme de l'Esprit. Voici un passage où il voit les communautés catholiques lire très concrètement les signes des temps. «L'Esprit du Seigneur, qui anime l'homme et la femme rénovés dans le Christ, bouscule sans cesse les horizons où leur intelligence aime trouver sa sécurité, et les limites où volontiers leur action s'enfermerait ; une force les habite qui les appelle à dépasser tout système et toute idéologie. Au cœur du monde demeure le mystère de l'homme et de la femme qui se découvrent enfants de Dieu au cours d'un processus historique et psychologique où luttent et alternent contraintes et liberté, pesanteur du péché, et souffle de l'Esprit. Le dynamisme de la foi chrétienne triomphe alors des calculs étroits de l'égoïsme. Animés par la puissance de l'Esprit de Jésus-Christ, Sauveur des hommes, soutenus par l'Espérance, les chrétiens s'engagent dans la construction d'une cité humaine, pacifique, juste et fraternelle, qui soit une offrande agréable à Dieu. »

Il est difficile de comprendre pourquoi l'intérêt, l'enthousiasme même de Paul VI n'a pas éveillé celui des théologiens. Pour certains, la chose s'explique par la difficulté d'unir la méthode des sciences sociales à celle de la réflexion théologique. J'estime qu'une approche plus holistique de la réalité est plus facile à mettre en œuvre aujourd'hui car nous avons davantage conscience qu'il n'existe pas une rationalité unique et universelle mais plusieurs rationalités dans les sciences sociales et celles de la nature, qu'il s'agit de relativiser et d'harmoniser.

L'apprentissage du discernement social qu'ont fait les Jésuites à leurs dernières Congrégations générales s'est avéré fructueux. Ils se voient maintenant discerner socialement leur rôle dans la mission du Christ dans le monde, utiliser pour leur ministère dans le monde l'expérience de la consolation et de la désolation, etc., approche réservée jusque-là au discernement des esprits dans la vie personnelle et au for interne. Mais l'Esprit de Dieu s'intéresse non seulement à la vérité et à la santé de l'individu mais aussi à la guérison et à la vérité de sociétés entières. L'Esprit de Dieu se cache dans l'énergie constructrice, dans la consolation intérieure et la paix; pas dans la destruction, la peur, la confusion et la désolation.

Le théologien belge Johan Verstraaten résume bien l'enseignement social catholique sous l'angle d'une lecture des signes des temps. Je le cite.

L'enseignement social catholique est une tradition vivante de pratique et de pensée qui n'a pas seulement une légitimité interne. Il peut aussi devenir source d'inspiration pour les grands débats de notre temps. L'Église ne sert pas le monde en s'en tenant à la répétition univoque de quelques principes; elle doit élaborer une éthique sociale fondée sur le discernement et la lecture des évangiles pour alimenter une imagination morale capable d'amener les gens à dépasser le statu quo fixé par des cadres d'interprétation étroits. Nourrie de ses propres sources narratives et de ses propres métaphores, elle permettra aux gens de regarder d'un œil neuf les réalités sociales, politiques et économiques. Partant d'un horizon herméneutique différent des schèmes d'interprétation dominants à notre époque, et en s'appuyant sur de nouvelles métaphores fondatrices, elle pourra contribuer à faire de la mondialisation un processus d'humanisation. Cependant, si le discernement théologique est nécessaire comme démarche herméneutique, il ne suffit pas. Il doit être complété par une analyse attentive, faite à la lumière des sciences sociales, par le raisonnement éthique et par la recherche de solutions concrètes. Ce travail de réflexion doit être plus qu'un simple exercice de pensée descendante. Il doit s'enraciner dans l'expérience sapientielle des victimes de la mondialisation et dans la vie de l'Église comme communauté de communautés, en tenant compte de la diversité des contextes de vie réels.

Paul VI souligne la présence et l'action de l'Esprit en nous tandis que Verstraeten montre comment la lecture des signes des temps doit s'enraciner dans les actions, les observations et les réflexions quotidiennes d'une communauté croyante.

Aujourd'hui nombre de catholiques – de jeunes notamment – travaillent avec d'autres groupes de la société civile qui croient qu'« un meilleur monde est possible ». Je suis convaincu que leur vision correspond bien à celle de l'enseignement social catholique. À ce propos, je trouve particulièrement éclairante la réflexion de Martin Khor, du *Third World Network*.

Il appelle ses lecteurs à travailler pour un monde meilleur en s'inspirant consciemment de deux paradigmes, deux mentalités, en tension mutuelle. D'un côté, une pratique que d'aucuns tiennent pour du rafistolage : œuvrer au sein du système en faveur d'un commerce plus équitable, de relations économiques et environnementales plus justes, et pour assurer aux pauvres une meilleure donne. De l'autre, un verdict impitoyable : le système économique capitaliste actuel est incompatible avec notre survie à long terme; il finira nécessairement par éclater parce que ses taux de croissance économique exagérés vont aller s'aplatir contre le mur des limites de la nature. Khor exhorte le personnel de la société civile à travailler de manière pragmatique dans la perspective à court terme du premier paradigme afin d'améliorer le sort des pauvres et la situation de l'environnement. Mais lui-même se situe passionnément dans le second paradigme et vit en conséquence. Il invite les autres à suivre son exemple dans l'espoir qu'en incarnant cette vision, ils puissent favoriser l'émergence de nouveaux mécanismes commerciaux, de nouveaux systèmes de prix, et faciliter ainsi la transition vers leur monde « alternatif ».

Cette approche à la foi idéaliste et pragmatique s'harmonise bien avec la perspective de l'enseignement social de l'Église selon laquelle nous pouvons nous engager avec

réalisme à construire avec d'autres ce que le pape Jean-Paul II a appelé « une civilisation de l'amour ». Mais ce qui m'intéresse ici, c'est de creuser encore un peu la question pour demander : où se trouve Dieu dans cette démarche?

Dans les dernières années de sa vie, le théologien Karl Rahner s'inquiétait de voir ses confrères Jésuites laisser tomber ou diluer dans des notions abstraites la rencontre et l'expérience très directes de Dieu qu'Ignace les avait encouragés à chercher et à trouver dans les Exercices spirituels. Je crois pour ma part que seule une expérience de Dieu directe et profonde peut me donner, en fin de compte, la liberté spirituelle dont j'ai besoin pour discerner ou lire les signes des temps de la mission du Christ dans le monde d'aujourd'hui. Ignace recherchait aussi cette liberté spirituelle dans la pauvreté et dans la compagnie des pauvres. Je suis convaincu qu'il existe une tension créatrice entre ces deux piliers existentiels, ces deux forces, ces deux pôles personnels : l'expérience personnelle de Dieu et l'option fondamentale pour les pauvres; et donc que nous pouvons découvrir et lire clairement les signes de la présence et de l'action de Dieu dans l'histoire. Oui, nous pouvons découvrir la part qui nous revient dans l'édification d'une civilisation de l'amour et de la solidarité en fusionnant de manière harmonieuse les idées et la prudence qui nous viennent de l'expérience, de l'analyse sociale et de la réflexion théologique : cette mission, après tout, ce n'est pas vraiment notre mission à nous mais plutôt la mission du Christ, appelé à recréer le monde entier et toute l'humanité à son image.

William F. Ryan S.J.

Le 23 novembre 2007

William F. Ryan sj est économiste. Ancien secrétaire général de la Conférence des évêques catholiques du Canada, il a fondé et dirigé le Center of Concern de Washington DC. Il est actuellement directeur intérimaire du Jesuit Forum for Social Faith and Justice (Forum jésuite pour la foi et la justice sociale) à Toronto.

Albert Beaudry – le traducteur